



PURS

Formation des FDS sur la protection internationale des demandeurs d'asile et réfugiés

Guidé par un triple impératif humanitaire, de paix et de développement, le gouvernement togolais poursuit activement ses efforts pour lutter contre l'insécurité et ses conséquences. En raison du terrorisme sévissant au Sahel, des milliers de personnes ont été déplacées, entraînant une crise humanitaire majeure. Conscient des enjeux, le gouvernement s'est mobilisé pour protéger et préserver les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés ...



PAGE 3

POLITIQUE



Vie chère au Togo

Le CPC s'intéresse au vécu quotidien du citoyen lambda

Des analystes ont souvent dit que les acteurs politiques ne doivent pas seulement penser à la conquête du pouvoir. Même s'ils affirment qu'ils veulent conquérir le pouvoir pour changer la situation de leurs compatriotes, il faut reconnaître que tout le monde ne sera pas au pouvoir au même moment. Que fait-on donc pendant ce temps ? Ce qui intéresse prioritairement le citoyen lambda, ce sont ses besoins élémentaires.

PAGE 3

REPORTAGE



IFFD-OTR

Le Togo honore ses nouveaux cadres des finances publiques

Les auditeurs de la cinquième promotion de l'Institut de formation fiscale et douanière de l'Office togolais des recettes (IFFD-OTR), ont reçu, vendredi 20 septembre dernier à Lomé, leurs diplômes de fin de formation. Une cérémonie solennelle de remise a marqué l'événement, en présence des autorités ...

PAGE 11



Entrepreneuriat féminin
Echanges entre le gouvernement, la Banque mondiale et les Nana Benz

Susciter l'éclosion d'une nouvelle génération de femmes d'affaires rompues à la tâche comme les Nana Benz, est la substance d'une rencontre dînatoire tenue, ce vendredi 20 septembre à Lomé. Présidée par le ministre, secrétaire général de la présidence de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson, cette séance d'échanges a réuni les membres du gouvernement, une délégation du Groupe de la Banque ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

La Croix Rouge du Togo veut intensifier ses actions dans la région des Savanes

Face à la situation préoccupante qui sévit dans la région septentrionale, la Croix Rouge togolaise (CRT) intensifie ses efforts pour répondre efficacement aux besoins des populations touchées. Consciente de l'urgence et des défis posés par cette crise, l'organisation renforce ses interventions en mobilisant et en formant ses volontaires pour une meilleure gestion des situations humanitaires d'urgence. Samedi 21 septembre à Kara, une concertation était organisée à l'intention des volontaires. "Cette initiative vise à renforcer les capacités organisationnelles des volontaires, à améliorer la planification et la coordination des actions d'urgence, ainsi qu'à évaluer les vulnérabilités des populations touchées", a indiqué Kossi Edjam, le président national de la CRT. Les échanges se sont concentrés sur les leçons tirées des interventions passées, afin de concevoir des plans d'action plus pertinents et adaptés aux réalités locales. Les préfectures de Kpendjal, Kpendjal-Ouest et Cinkassé, particulièrement ciblées en raison de leur situation géographique au cœur des zones de tension, sont au centre des préoccupations. Cette mobilisation accrue est essentielle pour atténuer les impacts de la crise dans cette région



PAYEZ VOS FRAIS UNIVERSITAIRES VIA CORIS MONEY

Disponible gratuitement sur   CENTRE D'APPEL : 8283



LA SOLUTION DE **PAIEMENT MOBILE**

SIMPLE & COOL

par 

	SOMMAIRE	Sahel/Terrorisme « Le seul point fort de l'AES, c'est sa communication à outrance »  P 4	Préparatifs éliminatoires CHAN 2024 Les 26 locaux convoqués par Kader Coubadja-Touré  P 10	Relation sino-togolaise La Chine réalisera 300 forages dans la région des Plateaux  P 11
---	-----------------	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

«Je me suis inscrite dans une très bonne dynamique de réussite»

Ce dernier jour de la semaine, c'est à Lomé que Echos des Bénéficiaires des produits FNFI décide de déposer ses valises pour partager avec vous les témoignages de Madame Djoglo Jacqueline, qui grâce au Produit d'Accompagnement Spécial (PAS) du FNFI s'est lancée depuis peu dans la commercialisation de chaussures pour dame. Retour sur les expériences de cette dame qui aujourd'hui exerce son activité avec passion.

Par le passé, Madame Djoglo Jacqueline a obtenu successivement les 4 cycles du crédit APSEF du FNFI, des tranches de crédit de 30.000 à 50.000 FCFA qui ont permis cette dame, bientôt la quarantaine de se lancer dans une activité génératrice de revenus. Après avoir vu son activité prendre de l'envole grâce au coup de pouce financier du FNFI, et suite aux nombreuses sollicitations de sa clientèle de plus en plus nombreuse, Jacqueline décide alors de renforcer son activité en y intégrant la commercialisation de chaussures pour dames. Le projet en tête désormais, il faut passer à sa réalisation, et se pose alors le problème de difficultés financières.

« Comme j'étais déjà très habituée à PADES Microfinance, une institution de microfinance partenaire du FNFI, car j'y avais déjà pris les 4 cycles du crédit Apsef, je suis retournée vers mon agent

de crédit pour lui expliquer que j'avais un projet de vente de chaussures pour dame et que je voulais voir quelle était la possibilité de pouvoir contracter un crédit pour la réalisation de mon projet. C'est à l'issue de cette séance que j'ai été mise au parfum du Produit d'Accompagnement Spécial destiné justement aux bénéficiaires fins de cycle Apsef, histoire de leur permettre de renforcer leurs activités. » Comme Jacqueline, nombre de togolais ont ainsi pu obtenir le PAS du FNFI pour passer à échelle l'exercice de leurs activités génératrices de revenus.

«Comme j'étais déjà intégrée dans la dynamique de l'inclusion financière, je n'ai pas mis longtemps pour obtenir le crédit de 100.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir acheter un ballot de chaussures pour dame et de pouvoir mettre en place ce petit hangar où j'expose mes produits actuellement. Et Dieu merci, vu que la mode vestimentaire

a pris le dessus dans la ville de Lomé, personne ne peut résister à la tentation. Je parviens à écouler rapidement mes chaussures, étant donné que ce sont des chaussures très simples et très adaptées ajouté au coût très abordable, je liquide très rapidement. En plus, j'ai mis en place une technique qui me permet de bien accueillir ma clientèle. J'engage bien la conversation avec elle et avec conviction mes clientes parviennent à acheter plusieurs paires à la fois. Pour faire le commerce et être sûr de réussir, il faut maîtriser des techniques comme pouvoir convaincre la clientèle. »

Aujourd'hui avec le PAS, notre interlocutrice voit son activité s'agrandir et aller de l'avant. Et pour elle, avec beaucoup d'efforts et surtout de la persévérance, on peut déplacer des montagnes.

« Je me suis inscrite dans une très bonne dynamique de réussite afin de pouvoir



Madame DJOGLO Jacqueline

rembourser dans les délais mon crédit. Car une des réussites pour rester longtemps dans la chaîne de l'inclusion financière, c'est d'honorer tous ses engagements vis-à-vis

des remboursements des crédits. Pour l'heure, le coup de pouce financier du FNFI me permet de renforcer jour après jour mon autonomie et mon épanouissement ».

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Attipoe Edem Kodjo Edy Alley Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	---	--

Vie chère au Togo

Le CPC s'intéresse au vécu quotidien du citoyen lambda

Des analystes ont souvent dit que les acteurs politiques ne doivent pas seulement penser à la conquête du pouvoir. Même s'ils affirment qu'ils veulent conquérir le pouvoir pour changer la situation de leurs compatriotes, il faut reconnaître que tout le monde ne sera pas au pouvoir au même moment. Que fait-on donc pendant ce temps ? Ce qui intéresse prioritairement le citoyen lambda, ce sont ses besoins élémentaires.

Il est donc intéressant de se rendre compte que les membres du Cadre permanent de concertation (CPC) l'ont compris. Jeudi dernier, ils se sont penchés sur la problématique de la vie chère. L'invitée spéciale à ces travaux du CPC était la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Rose Kayi Mivédor-Sambiani. Elle est allée expliquer les raisons de la persistance de la vie chère dans le pays. « Qu'est-ce que le département ministériel chargé du commerce fait pour soulager le panier de la ménagère au Togo ? », lui a demandé maître Mouhamed Tchassona Traoré, président du CPC. La ministre a rappelé les efforts du gouvernement togolais pour contenir les effets et minimiser les maux à l'origine du phénomène de la vie chère au Togo. Pour la

ministre, le problème est dû aux contingences extérieures qui n'épargnent à ce jour aucun pays au monde. Il s'agit notamment de l'impact négatif de la pandémie de la Covid-19 et de la fluctuation du prix du baril du pétrole sur le marché international. Par conséquent, il y a une inflation liée aux importations avec des coûts excessifs du transport et une incidence négative sur les économies intérieures des pays. En outre, l'on assiste à la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs en raison des difficultés d'accès aux moyens de production. Le gouvernement a opté pour deux leviers d'actions fortes. Le premier est la lutte sans merci contre l'inflation dictée par des contingences extérieures, et le deuxième consiste en la surveillance permanente des prix des produits de consommation sur les marchés. Ce sont les services techniques du ministère du Commerce qui mènent ce combat avec l'appui des collectivités locales. Par ailleurs, l'émissaire du gouvernement a évoqué la subvention sur le prix de

l'engrais agricole qui réduit chaque année de moitié le coût réel à pratiquer. En ce qui concerne la vérité des prix du carburant à la pompe, le choix opéré est la stabilisation des prix quelles que soient les fluctuations en lien avec les cours mondiaux afin d'épargner les consommateurs de tous les désagréments. Les acteurs politiques nationales réunis au CPC ont apprécié les actions du gouvernement, et encouragé la ministre à demeurer attentive pour recevoir des propositions pertinentes de leur cadre de discussions, afin d'améliorer le panier de la ménagère. La classe politique a fait quelques suggestions à savoir : des sorties inopinées de terrain ajoutées au contrôle de routine des prix par les services techniques du ministère du Commerce. Elle a aussi proposé la révision des prix du carburant à la pompe, la baisse des coûts du loyer onéreux dans le pays afin de répondre aux cris de détresse des Togolais, la réduction de la pression fiscale et douanière, la prise de mesures poignantes pour minimiser la disparité des

classes sociales. Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté, rapporteur général du CPC et porte-parole de l'institution, a félicité les acteurs politiques, membres du CPC pour le niveau élevé des discussions. « Apprécions et valorisons ce qui est acquis, puis recherchons ensemble

élections. Alors, à quel moment, le CPC est devenu un "marché de dupe" ? En tout cas, Yao Daté, président national du Comité d'action pour le renouveau (Car), a appelé ses collègues de l'opposition à adopter une approche plus pragmatique vis-à-vis du dialogue politique. Pour lui, bien que le CPC ne réponde pas encore pleinement aux attentes de tous les acteurs,



Le présidium du CPC jeudi dernier en présence de la ministre du Commerce (à l'extrême gauche)

des pistes de solutions aux problèmes qui sont en suspens », a-t-il déclaré. Tout cela montre que le CPC n'est pas une perte de temps pour les compatriotes qui sont politiquement engagés. Ceux qui qualifient ce cadre de "marché de dupe" y étaient il y a quelques semaines seulement, et y ont même fait prévaloir leurs positions en matière d'organisation des dernières

il reste un outil de dialogue indispensable. Le président du Car a rappelé que la politique ne pouvait pas se faire sans discussions. « On n'est pas lié par le CPC, si on constate que cela ne marche pas, on pourra s'en aller. Mais de toute façon, nous le disons et nous le répétons, il n'y a aucune politique sans discussions », a-t-il souligné.

Edem Dadzie

PURS

Formation des FDS sur la protection internationale des demandeurs d'asile et réfugiés

Guidé par un triple impératif humanitaire, de paix et de développement, le gouvernement togolais poursuit activement ses efforts pour lutter contre l'insécurité et ses conséquences. En raison du terrorisme sévissant au Sahel, des milliers de personnes ont été déplacées, entraînant une crise humanitaire majeure. Conscient des enjeux, le gouvernement s'est mobilisé pour protéger et préserver les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés sur le territoire national. Dans ce cadre, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont été formées sur les mécanismes de protection internationale des demandeurs d'asile et réfugiés. Cette formation s'est déroulée les 19 et 20 septembre à Dapaong.



Les responsables du programme

L'insécurité au Sahel dont les tentacules ont touché la région septentrionale du Togo a conduit très tôt le gouvernement mettre en place une stratégie multidimensionnelle dont le Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience et de la Sécurité des Communautés (PURS). Ce programme, au-delà de ses ambitions socio-économiques visant à améliorer les conditions

de vie des communautés, joue un rôle crucial dans la gestion des déplacements forcés. C'est ainsi qu'une cinquantaine d'agents des forces de l'ordre et de sécurité seront formés, à travers deux phases successives, sur les droits des personnes déplacées et l'importance de la coproduction de la sécurité, afin de favoriser le vivre-ensemble et la cohésion sociale. La première vague de

25 personnels de FDS viennent de terminer leur formation. En tant qu'acteurs majeurs de la sécurité nationale, les FDS ont été outillés et sensibilisés sur le système d'asile et la protection des personnes déplacées au Togo. L'objectif de cette formation est de renforcer leurs compétences

région des Savanes.

Cette initiative a bénéficié du soutien technique et financier du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), et a réuni plusieurs partenaires tels que la Coordination Nationale d'Assistance aux

dialogue et de médiation, éléments clés pour renforcer le vivre-ensemble et la cohésion sociale dans les communautés de la région.

Les participants ont exprimé leur satisfaction quant aux connaissances acquises, lesquelles leur permettront de



Les forces de l'ordre et de défense lors de la formation

en matière de prévention et de gestion des violences, tout en mettant en avant les bonnes pratiques internationales adaptées aux spécificités locales. Cet atelier a permis un partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les forces de sécurité, les autorités locales, et les autres acteurs impliqués, dans le but de mieux coordonner les efforts en faveur de la résilience, de la sécurité, et de l'urgence dans la

Réfugiés (CNAR), le Comité Interministériel de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV), ANPC, l'UNICEF, Plan International, et l'UNFPA. L'objectif commun de ces acteurs est de favoriser la coproduction de la sécurité et de promouvoir la cohésion sociale, particulièrement dans la gestion des déplacements forcés. Cette formation encourage également la mise en place de mécanismes de

mieux assumer leur rôle dans la gestion des déplacés et de garantir la protection des droits humanitaires des milliers de personnes affectées par la crise sécuritaire. Cet atelier inclusif et participatif a ainsi permis de jeter les bases pour une meilleure protection et une prise en charge durable des populations déplacées, contribuant à leur sécurité et à leur bien-être.

TM

Sahel/Terrorisme

« Le seul point fort de l’AES, c’est sa communication à outrance »

Il y a juste un an, le Mali, le Burkina Faso et le Niger créaient l’Alliance des États du Sahel (AES), un pacte de défense mutuelle censé rétablir la paix dans une région en proie à la violence jihadiste. Mais les attaques récentes perpétrées par le Jnim, affilié à Al-Qaïda, à Bamako, ont mis en évidence l’échec sécuritaire de l’AES. Exposé d’un bilan présenté par Flore Monteau, correspondante de France 24 dans la région.

Le 17 septembre dernier, l’école de gendarmerie de Faladié et la base 101 de l’aéroport de Bamako ont été attaquées par les jihadistes, faisant au moins 70 morts et plus de 200 blessés. Cette double attaque sans précédent a mis en évidence la fragilité de l’appareil sécuritaire de l’AES. « La situation est sous contrôle. Les terroristes infiltrés ont été neutralisés



Les présidents des trois pays de l’AES

», avait assuré le général malien Oumar Diarra, chef d’état-major des armées, après la première attaque. Mais les vidéos filmées par les jihadistes ont montré une réalité différente : des hommes armés tirant dans un hall déserté de l’aéroport et incendiant le réacteur d’un appareil.

Cette défaite cuisante pour le président de transition malien Assimi Goïta, a mis en évidence les limites de l’AES. « Nous continuons de lutter sans relâche contre toutes les formes de terrorisme, pour défendre l’intégrité de nos territoires et notre souveraineté », avait déclaré Assimi Goïta à l’occasion du

premier anniversaire de l’AES. Mais la réalité est plus complexe. Selon Amara Mohamed, sociologue malien, « une fragilité de l’appareil sécuritaire » a empêché les agences de renseignements d’anticiper les événements de Bamako. « L’AES est surtout concentrée sur la protection des bases militaires, plutôt que sur une surveillance accrue des groupes terroristes », a-t-il ajouté. Les chiffres sont alarmants. Selon l’ONG Acled, le nombre de civils tués n’a cessé d’augmenter dans les trois pays, faisant plus de 10 000 morts en 2023. Au Mali, 14 % de la population est désormais exposée au conflit. La communication officielle de l’AES n’en démord pas : selon elle, les victoires s’enchaînent dans la région. Mais Amara Mohamed est sceptique : «

Le seul point fort de l’AES, c’est sa communication à outrance. Il est difficile de quantifier la part de vérités et de contrevérités dans ce qui est dit. » Le jeu des alliances est également complexe. Le partenariat entre la Russie et le Mali s’annonce moins efficace que prévu, tandis que le gouvernement de Niamey préfère garder un pied dans la Cédéao. Un an après sa création, l’AES est donc confrontée à un échec sécuritaire. Les attaques jihadistes continuent de frapper la région, et la population en paie le prix. Il est temps pour les dirigeants de l’AES de revoir leur stratégie et de prendre des mesures concrètes pour protéger leurs citoyens.

T.M.

Ghana/Présidentielle

13 candidats retenus pour succéder à Nana Akufo-Addo

La commission électorale du Ghana a publié la liste officielle des candidats à l’élection présidentielle du 7 décembre. Treize candidats, dont onze hommes et deux femmes, seront en lice pour succéder à Nana Akufo-Addo, qui a dirigé le pays depuis huit ans et ne peut pas se représenter.



Nana Akufo Addo

Le vice-président actuel, Mahamudu Bawumia, représentera le Nouveau parti patriotique (NPP) dans les pas de Nana Akufo-Addo. Il sera confronté à l’ancien président John Dramani Mahama, qui dirige le principal parti d’opposition, le Congrès démocratique national. Selon un sondage récent, M. Mahama serait actuellement en tête des intentions de votes. L’ancien ministre de l’Industrie, Alan Kyerematen, qui a été écarté des primaires du NPP, se présentera sous bannière indépendante. Il sera rejoint par trois autres candidats indépendants, dont Nana Kwame Bediako, un riche industriel de 43 ans qui a mené une campagne masquée sur les réseaux sociaux avant de révéler son identité en début d’année. La commission électorale a expliqué avoir dû disqualifier onze autres candidatures pour cause d’erreurs dans les formulaires. Certains des candidats écartés ont décidé de contester cette décision en justice. Cette publication de la liste des candidats intervient dans un contexte de tensions politiques au Ghana. Des manifestations ont eu lieu dans tout le pays mardi 17 septembre 2024, à l’appel du Congrès démocratique national, qui accuse la commission électorale de manipuler les listes d’électeurs et exige un audit indépendant avant l’élection présidentielle. La commission a rejeté cette demande. Les Ghanéens attendent avec impatience l’élection présidentielle du 7 décembre, qui devrait être une épreuve de vérité pour les principaux partis politiques du pays. Les treize candidats en lice devront convaincre les électeurs de leur capacité à diriger le pays et à relever les défis économiques et sociaux qui se posent à lui.

T.M.

Sénégal/Législatives

L’opposition claque la porte d’une réunion sur les futures législatives

À moins de deux mois des élections législatives anticipées, prévues le 17 novembre, le climat politique s’est tendu au Sénégal. Une réunion convoquée par le ministre de l’Intérieur et de la Sécurité publique, Jean-Baptiste Tine, a tourné court samedi dernier, après le départ des principaux représentants de l’opposition.

Les membres de l’Atel, l’Alliance pour la transparence des élections, une plateforme de l’opposition qui regroupe une centaine

et prendre les dispositions et après nous appeler à ‘une concertation’ », a reproché Oumar Sarr, porte-parole de l’Atel. Mais la démarche de l’opposition a été critiquée par le Dr Ibrahima Mbow, président de l’Union citoyenne Bunt-Bi et membre de la coalition présidentielle. « C’était un jeu, ils avaient prévu de partir d’ailleurs, on l’a vu : quand on demande à un ministre de remettre en cause un

Ça s’est démontré à travers l’histoire, donc j’appelle Atel à rejoindre l’attelage électoral avant qu’il ne soit trop tard. » La réunion a toutefois permis un dialogue constructif avec les participants qui sont restés jusqu’au bout. Mais la question reste : comment les élections législatives se dérouleront-elles dans un climat politique tendu ? Les Sénégalais attendent avec impatience les réponses à cette question. En attendant, les acteurs



de partis et mouvements politiques, ont réclamé l’annulation des dispositions déjà prises pour le prochain scrutin. Mais le ministre a opposé une fin de non-recevoir, entraînant leur départ de la réunion. « D’habitude, nous discussions et on pouvait avoir des divergences, mais nous trouvons des consensus. Comme une espèce de ruse, ils ont essayé de fixer les dates

décret présidentiel, ce n’est même pas sérieux. C’était de l’enfantillage, mais vous l’avez vu, le Sénégal avance quoiqu’il en coûte parce que ce sont les populations qui veulent que le pays avance. » Le ministre de l’Intérieur, Jean-Baptiste Tine, a également regretté le départ de l’opposition. « C’est dommage qu’ils soient partis, le boycott ce n’est pas une position politique pertinente.

politiques doivent trouver un moyen de se mettre d’accord pour garantir la transparence et la crédibilité des élections. Le peuple sénégalais a le droit de choisir ses représentants dans des conditions démocratiques et transparentes. Il est temps pour les politiciens de mettre de côté leurs divergences et de travailler ensemble pour l’intérêt du pays.

T.M.

Entrepreneuriat féminin

Echanges entre le gouvernement, la Banque mondiale et les Nana Benz

Susciter l'éclosion d'une nouvelle génération de femmes d'affaires rompues à la tâche comme les Nana Benz, est la substance d'une rencontre dînatoire tenue, ce vendredi 20 septembre à Lomé. Présidée par le ministre, secrétaire général de la présidence de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson, cette séance d'échanges a réuni les membres du gouvernement, une délégation du Groupe de la Banque mondiale et des Nana Benz.

Leur parcours fascinant ainsi que leur apport à l'économie nationale font des Nana Benz, des modèles inspirants en matière d'entrepreneuriat féminin. A travers le financement des initiatives entrepreneuriales innovantes, l'ambition de la Banque mondiale est de soutenir ces femmes entrepreneures en vue de voir émerger une nouvelle génération de femmes d'affaires. C'est ainsi que cette rencontre a permis d'explorer de possibles partenariats que le Groupe de la Banque mondiale peut établir avec le Togo pour promouvoir les Nana Benz. Incarnant une bourgeoisie d'affaires grâce au commerce international de tissus imprimés notamment le Wax, les Nana Benz ont accueilli favorablement cette initiative de l'institution de Bretton Woods. Pour le ministre, secrétaire général de la présidence de la République, Dr Sandra Ablamba Johnson, cette rencontre témoigne de l'importance que le gouvernement et les partenaires

financiers accordent à l'entrepreneuriat féminin. Elle a ainsi au nom du président de la République, exprimé sa reconnaissance au Groupe de la Banque mondiale pour son appui constant dans la mise en œuvre des projets en faveur des populations togolaises et des politiques publiques au bénéfice de la gente féminine. Ces échanges qui sont en phase avec la vision stratégique du président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, puisent leur raison d'être de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Axée sur l'inclusion sociale et économique, cette Feuille de route qui prend en compte les secteurs de l'entrepreneuriat féminin et du genre se trouve revigorer par ces travaux qui enrichissent le partenariat entre le Togo et le Groupe de la Banque mondiale. Présente à cette rencontre, la directrice des Opérations du Groupe de la Banque mondiale pour le Togo, Marie-Chantal Uwanyiligira, a félicité les femmes entrepreneures, particulièrement les Nana

Benz pour leur contribution au développement socio-économique du Togo. Elle a remercié le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, pour ses efforts dans la promotion du genre, de l'inclusion économique

ont exprimé toute leur admiration au chef de l'Etat pour les avancées significatives réalisées par le Togo dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin, selon les statistiques à l'échelle du

partenaires veut amener les femmes à entreprendre dans d'autres secteurs porteurs. C'est le cas dans le domaine digital avec le projet Nana Tech et bien d'autres, où les femmes restent sous-représentées.



Rencontre dînatoire entre membres du gouvernement, une délégation de la BM et les Nana Benz, ce vendredi 20 septembre à la présidence de la République

et financière, ainsi que de l'entrepreneuriat féminin. Cette initiative du Groupe de la Banque mondiale et du gouvernement togolais a été saluée par la délégation des Nana Benz. Très actives dans les années 1960 à 1980 dans le commerce lucratif de pagnes, les Nana Benz présentes ont exprimé leur reconnaissance au président de la République pour son indéfectible soutien aux femmes entrepreneures. Elles

continuent. En témoigne, le rapport « Women, Business and Law 2024 » (Femmes, Entrepreneuriat et Droit) du Groupe de la Banque mondiale, dans lequel le Togo a réalisé un progrès exceptionnel avec un score global de 97,5 sur 100, meilleur score parmi les économies d'Afrique.

Au-delà d'un modèle calqué sur le domaine commercial, le gouvernement accompagné par les

Pour un développement économique durable dans un écosystème africain et mondial compétitif, le gouvernement mise ainsi sur le leadership des femmes à travers l'entrepreneuriat. Gage d'inclusion équitable, cette démarche pourrait ainsi conduire à combler cet écart pour une représentativité des femmes dans les différents secteurs socio-économiques.

Edy Alley

Standard & Poor's

Le Togo affiche une notation de crédit "B" avec des perspectives économiques "positives"

L'agence américaine de notation Standard & Poor's (S&P) maintient la note du Togo à "B", tout en améliorant la perspective de notation de "stable" à "positive". Cette notation met en exergue l'amélioration continue de l'économie togolaise et témoigne des initiatives prises depuis quelques années par le gouvernement.



Trésor public du Togo

Le 13 septembre dernier, l'agence de notation S&P a attribué la notation de

crédit "B" au Togo. Elle a au même moment amélioré la perspective de notation

du pays de "Stable" à "Positive". « La révision des perspectives reflète notre point de vue selon lequel la croissance économique du Togo restera résiliente, avec une croissance économique moyenne de 6,0 % par an en termes réels jusqu'en 2027, tandis que nous prévoyons que les déséquilibres extérieurs s'atténueront et que la position budgétaire du gouvernement s'améliorera », estime l'agence de notation américaine. Le PIB devrait croître de 6,4 % en 2023, un peu plus que les prévisions précédentes de 6,0 % de S&P, principalement grâce aux services (croissance de 7,4 %), en particulier les transports et le tourisme. Selon S&P, l'amélioration de cette notation s'est faite grâce aux prouesses du Port autonome de Lomé et à la valeur ajoutée créée par la Plateforme industrielle

d'Adetikopé. On note également que le pays a enregistré une amélioration supérieure aux attentes initiales en matière de dette extérieure. De 110,2% des recettes courantes en 2019, elle est passée de 76,3% en 2022. En ce qui concerne la dette publique, l'agence américaine est optimiste sur son éventuelle diminution à 52 % du PIB en 2027, contre 57 % en cette année. « Par conséquent, le Togo bénéficiera de meilleures conditions de financement grâce à des émissions de dette extérieure avec des taux d'intérêt plus bas et des échéances plus longues », soutient S&P. Il faut également souligner que la consolidation budgétaire et la croissance du trafic à l'aéroport de Lomé ont également contribué à galvaniser les perspectives, avec un trafic de 1,4 million de

passagers en 2023, contre moins d'un million en 2019. La croissance constante des revenus fiscaux, de 0,5 point de PIB par an, joue également un rôle essentiel dans l'amélioration de la notation du Togo. De 865 milliards à 990 milliards FCFA, les revenus fiscaux ont ainsi connu une augmentation de 15 % entre 2022 et 2023. Agence de notation financière, Standard & Poor's (S&P) est une division de S&P Global. Elle s'est bâtie une notoriété grâce à ses analyses et évaluations sur la solvabilité des entreprises et des gouvernements. Ces notations de crédit qui renseignent sur la capacité des emprunteurs à être solvable sont très suivies sur les marchés financiers car elles affectent les taux d'intérêt et la perception du risque par les investisseurs.

E. Alley

Amélioration du cadre de vie des Togolais

Des projets et des initiatives à encourager

“
Le cadre de vie fait référence à tout ce qui entoure l'individu, lui servant d'assises aux conditions de vie. Un bon cadre de vie offre l'épanouissement. Au Togo, des projets et programmes sont mis en œuvre dans ce sens.
”

En 2022, le gouvernement togolais a lancé deux projets dans le cadre du Programme d'amélioration du cadre de vie (PACV). Ils visent à faciliter de façon significative la circulation

des infrastructures de proximité, la préservation de l'environnement dans un contexte de changement climatique et la transformation du cadre de vie en un moteur de

km) et de la Rue Maria Auxiliadora (2,668 km), totalisant 4,407 km.

En décembre 2023, l'inauguration des travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de la pénétrante de la RN24 et de la rue des femmes à Dapaong a marqué un jalon significatif. Ces projets sous la supervision du ministère de l'Urbanisme font partie intégrante du

la réhabilitation et le renforcement du réseau de drainage des eaux pluviales dans le quartier Konkouaré. Le coût total de ces projets ambitieux à Dapaong s'élève à 2,2 milliards de francs, démontrant l'engagement financier substantiel du gouvernement pour l'amélioration du cadre de vie.

Davantage d'emplois dans la zone franche togolaise

La zone franche du Togo est propice aux affaires, elle émerge comme un pôle d'investissement dynamique qui offre une multitude d'avantages pour les entreprises nationales et étrangères. Les échanges sont facilités, des opportunités exceptionnelles sont créées avec des incitations fiscales attractives. La zone franche togolaise jouit d'un positionnement géographique stratégique, offrant un accès privilégié aux marchés de la Cedeao. Avec des infrastructures modernes et des procédures douanières simplifiées, elle favorise les échanges internationaux. Les avantages fiscaux qu'elle présente sont compétitifs ; la main d'œuvre est qualifiée, ce qui est un

tels que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les technologies de l'information et de la communication (Tic), le textile, le cosmétique, etc. Le gouvernement s'engage à toujours maintenir l'environnement des affaires favorable, en mettant en route des politiques facilitatrices et en encourageant l'innovation.

Le Togo est à la recherche d'investissements pour soutenir sa politique de développement durable. Dans le Plan national de développement (PND 2018-2022) et maintenant dans la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, les autorités attendent du secteur privé (national et international) qu'il apporte une grosse part des investissements nécessaires. Pour cela, il faut que les acteurs du privé se sentent en sécurité et aient la certitude que leurs investissements seront productifs. Les pouvoirs publics leur donnent la garantie nécessaire.

En décembre 2023, le ministère de la Promotion de l'investissement a organisé un déjeuner avec les représentants des entreprises chinoises et



Travailleurs zone franche textile

des personnes et des biens, ainsi qu'à améliorer les conditions de vie des populations. Il s'agit de la construction d'ouvrages de drainage des eaux pluviales de la zone Auba à Lomé d'une part et d'autre part, l'aménagement, l'assainissement et le bitumage de 14,34 kilomètres de rues urbaines à Lomé.

Le PACV pour améliorer le cadre de vie

Le Programme d'amélioration du cadre de vie (PACV) au Togo s'affirme comme un catalyseur de changement, rendant le quotidien des citoyens plus agréable. Financé par l'UE à travers le Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC), le PACV a déployé des projets diversifiés. Tous contribuent au développement durable. Le PACV a été conçu avec des objectifs multiples, incluant le développement

croissance économique durable.

Les deux projets, initiés par la direction générale des infrastructures et des équipements urbains et soutenus par le PACV, s'inscrivent dans l'axe 1 du Plan Togo 2025, axé sur le renforcement de l'inclusion sociale et la garantie de la paix.

Concernant les deux projets précités, le premier qui consiste en la construction d'ouvrages de drainage des eaux pluviales a déjà fait ses preuves. La première phase a impliqué la construction d'un collecteur principal enterré sur 1,594 km pour drainer les eaux pluviales de la zone Auba. Pour ce qui est de l'aménagement, l'assainissement et le bitumage de rues urbaines, il faut noter la transformation du Boulevard Mobutu (1,739

Projet d'infrastructures de développement urbain (Pidu) mais aussi du PACV. Le PACV prévoit des travaux



majeurs à Dapaong, incluant l'aménagement, l'assainissement et le bitumage de la pénétrante de la RN24 et de la rue des femmes, ainsi que

atout majeur pour les entreprises désireuses d'établir leurs opérations dans la région. La zone franche abrite une variété de secteurs industriels

coréennes établies dans le pays. Ces 14 sociétés ont investi environ 64 milliards de francs et contribué à la création de plus de 3 000 emplois directs.

Sur place, la majorité des personnes employées par ces sociétés étrangères sont des Togolais. Leurs activités vont de la fabrication de produits

la sécurité alimentaire au Togo. Ils réduisent la dépendance aux importations alimentaires, renforcent la résilience du système alimentaire

profit de 1 727 producteurs maraichers dont 719 femmes dans la région des Savanes et la préfecture de la Kéran en août 2023. D'un coût de 613 millions



Pour la sécurité alimentaire

pharmaceutiques aux batteries pour motos, au recyclage des métaux, les produits cosmétiques, les chaussures en plastique... Il y a quelques mois, l'autorité avait indiqué que s'agissant des entreprises libanaises en zone franche, elles ont réalisé près de 154 milliards de francs CFA d'investissements depuis leur implantation au Togo et créé 8 723 emplois nationaux.

FSRP, bouffée d'air aux producteurs

L'amélioration du cadre de vie passe également par l'agriculture. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, des initiatives stratégiques pour nourrir la population togolaise existent. Elles garantissent l'accès à une alimentation saine et suffisante. Les actions renforcent avant tout la production locale, diversifient les cultures et assurent une distribution équitable des ressources alimentaires. Les autorités mettent en œuvre des politiques qui stimulent convenablement la productivité agricole, en mettant l'accent sur des cultures essentielles telles que les céréales, les tubercules et les légumes. Aussi, des incitations sont faites aux agriculteurs qui utilisent de plus en plus des pratiques agricoles modernes et durables.

Au Togo, beaucoup de programmes garantissent

national face aux chocs externes, améliorent les conditions de vie des populations rurales et créent des opportunités économiques pérennes. Le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) est financé par la Banque mondiale et le gouvernement togolais.

Son objectif est d'accroître la préparation du pays à faire face à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires.

De façon spécifique, le FSRP vise le développement des services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires régionales ; le renforcement de la durabilité et la capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire ; le développement de l'intégration des marchés alimentaires régionaux et le commerce intra-régional. La zone d'intervention du FSRP est nationale avec une forte concentration des actions dans des zones cibles bien déterminées qui cadrent parfaitement avec la zone d'intervention du Purs, autre programme phare qui change les régions.

Des outils et intrants agricoles ont été acquis au

de francs, ils sont destinés à améliorer la productivité des exploitants agricoles ciblés. Les kits sont composés, pour chaque producteur, de semences certifiées de tomate, de piment et d'oignon ; des outils maraichers ; des fertilisants et bio pesticides... Dans les zones susmentionnées, les bénéficiaires sont débordés de joie. Avec la disponibilité des intrants et de ces matériels, les productions vont s'augmenter et les



Urbanisme au Togo

revenus des travailleurs également. La vie dans ces régions se verra impactée très positivement.

Du tonus à l'accompagnement des jeunes

L'amélioration du bien-être au Togo se matérialise à travers

une série d'initiatives destinées à créer des conditions propices à une vie épanouissante pour l'ensemble de la population. Les jeunes, importante couche sociale, ne sont pas laissés pour compte. Le Togo investit dans les infrastructures médicales, la formation du personnel, les réformes pour un accès équitable à l'éducation de qualité et une meilleure insertion socioprofessionnelle, la réduction du chômage et l'offre d'opportunités d'activités économiques aux citoyens, etc. L'accent est mis sur le développement de compétences, la création d'emplois durables, le soutien aux initiatives entrepreneuriales, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens...

Au premier semestre de l'année 2022, des avancées ont marqué l'agenda du ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes. En termes d'accompagnement de la jeunesse, près de 130 000 jeunes filles et garçons ont été sensibilisés et formés sur des notions essentielles telles que la citoyenneté, les droits de l'homme et la lutte contre les fléaux sociaux. Les

jeunes entrepreneurs du pays ont bénéficié de plus d'un milliard de francs CFA mobilisé entre janvier et juin. Ce soutien financier a permis de créer 1 459 Très petites et moyennes entreprises (TMPE), générant plus de 50 000 emplois (7 219 durables et

43 793 temporaires). Le programme des cantines scolaires a offert des repas chauds à 127 000 élèves du préscolaire et du primaire de l'enseignement public, renforçant ainsi les filets sociaux indispensables à la santé et au bien-être des apprenants.

La construction de 36 unités d'infrastructures sociocommunitaires et économiques, telles que des unités de soins périphériques (USP), des bâtiments scolaires, des marchés... a contribué à améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base.

En 2021, le ministère avait atteint un taux de performance exceptionnel de 84 % dans la réalisation de ses activités. 14 millions de repas chauds ont été distribués à l'époque à près de 95 000 écoliers. Le gouvernement avait alloué plus de 1,08 milliard de francs CFA de transferts monétaires, un geste significatif qui a touché plus de 60 500 ménages à travers le pays.

Il y a eu le renforcement des capacités d'environ 2 500 Comités de développement à la base (CDB), permettant ainsi à chaque communauté

de disposer d'un plan d'action. Plus d'une centaine d'infrastructures socio-communitaires et économiques ont été érigées. Au moins 7 000 km de routes et pistes ont été entretenues.

Attipoe Edem Kodjo

9ème Congrès panafricain

Les journalistes instruits sur le panafricanisme

A quelques jours du 9ème Congrès panafricain, les journalistes togolais sont instruits sur les enjeux du panafricanisme. Connaître l'histoire et le cheminement du panafricanisme à travers le temps, tout en saisissant les sujets corollaires qu'il implique, est la substance de cette rencontre initiée par l'Agence de communication Full successes africa-solutions. Cet atelier de formation s'est déroulé, ce samedi 21 septembre à Lomé.



Atelier de formation des journalistes sur le 9ème Congrès panafricain de Lomé, tenu ce samedi 21 septembre à Lomé.

Axé sur le panafricanisme et les enjeux du 9ème Congrès panafricain de Lomé, cette rencontre a été l'occasion de former une trentaine de journalistes sur le sujet. Ces échanges ont le mérite de permettre aux Hommes des médias de mieux comprendre les enjeux et les thématiques clés du 9ème Congrès en vue d'une couverture médiatique efficace. Pour le manager de

l'Agence de communication Full success africa - Solutions, initiatrice de cet événement, cet atelier permet aux journalistes de faire leur travail avec professionnalisme. « Suite à la phase des conférences préparatoires, vu que la date du Congrès s'approche, notre agence s'est interrogée sur les éléments de langage que la Presse togolaise doit avoir dans son ensemble. Elle a

alors pensé qu'il faut organiser une rencontre pareille pour donner les informations qu'il faut sur le panafricanisme aux journalistes togolais », a indiqué Alphonse Logo. Pour ce dernier, le rôle des journalistes en tant que professionnel de l'information est essentiel dans le contexte de ce 9ème Congrès. D'où la nécessité qu'ils aient une bonne maîtrise du sujet. « C'est notre pays qui accueille l'événement, et nous les journalistes, nous accueillons nos confrères. Nous devons donc d'abord avoir les b.a.-ba du sujet avant que les autres confrères arrivent. A l'initiative, nous nous sommes approchés du comité d'organisation du Congrès pour nous mettre à disposition des experts techniques qui sont venus nous entretenir. Egalement les professeurs d'université qui sont rompus à la tâche de la politique ou de l'économie ou de l'histoire que nous avons également invités à partager leurs connaissances avec nous en matière du panafricanisme ». 5 thématiques ont été passées en revue. Il s'agit notamment : « Le Congrès de Lomé : enjeux

et perspectives », « Histoire et renouveau du panafricanisme : enjeux contemporains », « Rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales », « Le panafricanisme au service du développement socio-économique et de la coopération africaine » et le « Rôle des médias dans la promotion des idéaux panafricains ». Pour les participants, la maîtrise de ces différentes thématiques contribue à une meilleure compréhension des nouveaux enjeux du panafricanisme, afin de pouvoir de les aborder en professionnels avisés. « Le panafricanisme est un mouvement qui a connu une sorte d'apogée mais avec tout ce qu'on a connu ces dernières années en Afrique, il semble reprendre ou a le vent en poupe. C'est le meilleur moment pour nous-mêmes de maîtriser le sujet pour que nous puissions mieux poser de bonnes questions à ceux qui s'appellent panafricanistes ou qui évoquent le sujet de panafricanisme afin que nous puissions bien traiter les sujets sur nos médias. Voilà le sens où l'essence même de cette rencontre que nous avons

organisée aujourd'hui. Nous sommes heureux de constater que la participation a été active et les experts ont été applaudis et cela veut dire que nous nous ne sommes pas trompés », a ajouté Alphonse Logo. Pour le directeur de l'Intégration africaine au ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Essohanam Petchezi, cet atelier vient répondre aux attentes du ministère de tutelle. « Vous avez manifesté votre intérêt pour les thèmes et la qualité de vos interventions a été à la hauteur de nos attentes », a-t-il déclaré. Selon M. Petchezi, il est utile qu'une couverture médiatique atteigne certains objectifs. Il s'agit d'en faire écho en entraînant le public le plus large et de façonner la perception que l'opinion publique pourrait avoir de l'événement. « C'est au regard des recommandations pertinentes de cette assise et vos observations enrichissantes, que nous pensons que vous avez tous les outils nécessaires pour remplir cette fonction », a conclu Essohanam Petchezi. E.A.

Appel de Genève

Aimes-Afrique veut davantage agir en faveur du monde rural

Vendredi dernier, l'ONG Aimes-Afrique a organisé une conférence de presse à son siège à Lomé. Celle-ci s'articulait autour de deux principaux points : les activités du dernier trimestre de l'année 2024, la préparation des 20 ans d'anniversaire de l'institution ; et le lancement officiel de l'appel à candidatures pour la sélection et le financement des OSC travaillant en zones rurales en Afrique.

septembre au 2 octobre 2024 ; et dans la région Centrale, préfecture de Blitta en novembre 2024. Il faut rappeler que cela fait partie des activités régulières de l'organisation qui compte opérer près de 300 personnes dans les 15 cantons de la préfecture de la Kozah. En prélude à cette activité, 300 carnets de santé ont déjà été distribués aux bénéficiaires

pas étranger. Il faut penser aux plus vulnérables. Ce n'est pas parce que tu as un pied dehors qu'il faut oublier d'où tu viens. Lorsqu'on n'est plus dans le besoin, il n'est pas évident de penser aux autres. Mais, nous nous faisons le devoir de penser à nos parents qui n'ont pas accès aux soins de santé », a fait observer le docteur Serge Michel Kodom, président de l'ONG Aimes-Afrique.

le cadre de la lutte contre les maladies non transmissibles, l'organisation compte intensifier la communication à l'endroit du monde scolaire. Un partenariat a ainsi été noué avec le ministère des Enseignements primaire et secondaire. L'hypertension artérielle, l'obésité, le diabète, les cancers gynécologiques, les cancers masculins ; les maladies transmissibles comme le VIH/Sida, les hépatites, le papilloma virus etc... préoccupent les responsables de Aimes-Afrique. Il faut aussi préciser que l'ONG Aimes-Afrique parraine des élèves. Ainsi, 30 meilleurs élèves seront pris en charge du primaire jusqu'à l'université dans les 10 villages de Aimes-Afrique). Depuis 10 ans, l'organisation construit des bâtiments scolaires. Cette année, il y aura l'inauguration de ces infrastructures, notamment un jardin d'enfants à Djapleme (Vogan), et un collège à Kini Kondji dans la préfecture de Yoto. L'on n'a pas passé sous silence la construction de 5 forages avec adduction. Dans le cadre des 20 ans de Aimes-Afrique, l'on compte organiser la deuxième conférence de l'appel de Genève qui se tiendra à Lomé du 18 au 20 janvier 2025. Plus de 200 participants

de toute l'Afrique sont attendus dans la capitale togolaise. Toujours dans le sillage de cet anniversaire, un appel à candidature a été lancé pour la sélection des Organisations de la société civile (OSC) travaillant en zones rurales en Afrique. L'appel à candidature vise les objectifs suivants : vulgariser l'appel de Genève et intensifier la promotion du droit à la santé en zones rurales en Afrique ; soutenir à travers un appui financier les projets des OSC engagées pour une santé pour tous en zones rurales ; fédérer les OSC travaillant en zones rurales à travers une plateforme africaine résolument déterminée à lutter pour une couverture sanitaire universelle en Afrique. Six domaines d'intervention sont retenus et chaque OSC peut postuler avec des projets dans au plus trois domaines : santé humaine, santé animale, santé environnementale, couverture sanitaire universelle, promotion du droit à la santé, One health (une seule santé). Au Total six projets seront retenus à raison d'un projet par domaine, et chaque projet aura un financement entre 2 500 dollars (1 467 268,50 franc CFA) et 5 000 dollars (2 934 537,00 francs CFA).

Edem Dadzie



Dr. Serge Michel Kodom s'adressant aux journalistes

Durant le dernier trimestre de l'année en cours, l'ONG Aimes-Afrique va former et renforcer les capacités des agents de santé, des praticiens de la médecine traditionnelle à Kara et à Aneho. Des missions médico-chirurgicales auront lieu dans la région de la Kara, préfecture de la Kozah du 28

identifiées. Des médecins belges et allemands seront associés aux opérations à effectuer à Kara et à Blitta. « Nous devons trouver des stratégies pour soulager nos parents qui sont dans les villages. Nous tous nous venons d'un village, donc cet environnement ne nous est

Sur le plan de la promotion de l'éducation pour la santé, Aimes-Afrique compte lancer prochainement des activités dans les clubs santé dans tous les établissements secondaires du Togo ; et le concours national « Génie Imhotep dans les préfectures des 7 régions éducatives. Dans

Universités du Togo

Mobilité des étudiants: le duo Kpodar-Tcharié fait bouger les lignes

Un étudiant qui a commencé son parcours de licence à l'université de Lomé peut, en cas de nécessité, aller poursuivre ou terminer ledit parcours à l'université de Kara. C'est possible dans le sens inverse. C'est l'une des réformes probantes actuellement en œuvre dans les universités du Togo. Ce pas de géant en avant est la manifestation de la volonté des présidents des deux universités à sortir l'enseignement supérieur public des sentiers battus du cloisonnement et de l'enfermement.

Les universités du Togo changent de cap, elles se préparent à changer de visage. Sous la houlette de MM. Kpodar et Tchariè, des réformes sensibles sont en cours, deux ont été déjà entérinées et mises en route. Ainsi, la mobilité des étudiants entre les deux universités est dorénavant une réalité.

« Il est instauré entre l'Université de Lomé et l'Université de Kara une mobilité interuniversitaire des étudiants », stipule l'alinéa premier d'une décision en date du 29 août dernier. La décision définit la mobilité des étudiants comme « le déplacement d'un étudiant de l'université d'origine vers l'université d'accueil, pour y poursuivre et achever ses études durant une période couvrant au moins deux années universitaires, correspondant à quatre semestres ».

Mais, il y a des conditions à respecter. Selon l'article 3 de la décision : « Sous réserve de l'adéquation entre la formation entamée dans l'université d'origine et celle poursuivie dans l'université d'accueil, les étudiants en parcours licence provenant d'une

université peuvent, au début de chaque année universitaire, s'inscrire dans l'autre pour y continuer leur parcours ». Autrement dit, un étudiant de l'université de Lomé qui, pour différentes raisons doit déménager à Kara, a l'heur de s'inscrire à l'université de Kara dans la mesure où la formation qu'il a entamée à Lomé n'est pas incompatible avec celle qu'il va faire à Kara.

Ce n'est pas tout. « Toutefois, la mobilité ne peut intervenir qu'une seule fois au cours du cursus universitaire dans le parcours licence, au plus tard au troisième (3ème) semestre, après que l'étudiant ait (sic) validé la totalité des deux premiers (02) semestres au sein de son université d'origine. » En français facile : l'étudiant qui veut quitter une université pour une autre doit au moins s'assurer d'avoir validé les unités d'enseignement des deux premiers semestres (ce qu'on appelait « première année ») avant de pouvoir bénéficier de la faveur de la mobilité interuniversitaire.

Changer de diapason

Suspendue depuis 2010, la mobilité interuniversitaire au Togo revient dans le fonctionnement des deux universités en cette année 2024. Pour beaucoup d'étudiants et de parents, c'est une aubaine. « Si on avait eu cette possibilité, on aurait pu faire des déménagements utiles, nécessaires à notre



Les professeurs Kpodar et Tcharié

carrière professionnelle. On n'aurait pas fermé la porte à des opportunités de travail qui se sont présentées », a confié un fonctionnaire de l'administration publique. Il ajoute : « Les étudiants d'aujourd'hui ont une chance formidable. J'espère que, à Kara et à Lomé », ils vont en profiter au maximum ».

Le retour à la mobilité interuniversitaire fait ainsi changer de diapason aux deux universités publiques du pays. Elle est le signe d'un nouveau souffle que MM. Kpodar et

tcharié veulent donner à l'enseignement supérieur public sous la houlette du ministre Natchaba.

Avant la mobilité interuniversitaire, les deux présidents avaient ouvert le chantier, sensible mais opportun, de l'harmonisation des curricula. Selon le site officiel de l'université de

Lomé, ces deux mutations probantes sont les premiers résultats de la réunion de travail de la commission d'harmonisation des curricula et de la mobilité interuniversitaire tenue du 26 au 28 août 2024. Cette commission a travaillé sur le manuel de procédures du LMD (qui a été harmonisé), la cartographie des offres de formation et sur les critères d'harmonisation des curricula, entre autres.

« Vous n’imaginez pas ce que vous avez accompli. Ce travail que vous venez

de réaliser positionne nos universités en droite ligne de l'implémentation de la politique du gouvernement au sein de l'enseignement supérieur », avait déclaré le Professeur Adama Mawue Kpopdar, président de l'université de Lomé au cours de la cérémonie de présentation des résultats de l'atelier de la commission. Professeur Kokou Tcharié, président de l'université de Kara, a souligné, pour sa part, la contribution nodale des travaux de cette commission au chantier des mutations dans les universités publiques du Togo. « Nous devons maintenir cette dynamique pour avancer vers les grands défis et opérer de grandes réformes », a-t-il déclaré, selon des propos rapportés par univ-lome.tg.

Les universités publiques au Togo sont confrontées à de gros défis liés aux infrastructures, au personnel enseignant, à l'adéquation des diplômes aux besoins sur le marché de l'emploi, entre autres. Les présidents Kpodar et Tcharié ont sans doute des cartes à jouer à cet effet. « On espère qu'ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin », a conclu une source.

**Une contribution de Kodjo
Ayuletev**

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**? Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal
quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
 Profession ou activité:
 Adresse: / BP:
 Tél: / E-mail:

► Je m'abonne

- | | | | |
|----|-------------------------|--------|------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 | FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 | FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 | FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 | FCFA |

Préparatifs éliminatoires CHAN 2024

Les 26 locaux convoqués par Kader Coubadja-Touré

Le sélectionneur des Éperviers locaux du Togo a dévoilé ce 20 septembre 2024, la liste des joueurs convoqués pour les préparatifs des éliminatoires du CHAN 2024.

Co-organisé par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2024 se tiendra du 1er au 28 février 2025.

Le Togo affûte sa sélection locale pour les éliminatoires du CHAN, avec des stages dont un nouveau qui verra 26 joueurs choisis par le sélectionneur Kader Coubadja.

Gardiens de But : Sama Mahadihou (ASKO), Agbagla Vigninou (ASKO), Kagbatawouli Mazamesso Fabrice (ASCK), Todoro Cissé Fadle Iréné (AS GBOHLOE-SU). Défenseurs : Amouzou

Roland (ASKO), Madjedje Djalilou (ASKO), Bode Abdoul-Sabourh (ASKO), Sama Halimou (ASCK), Koffitse Georges Adjessi (ASKO), Ekoue Folly (TAMBO FC), Holette Benjamin (ASCK), Yabouri Yendoubouame (CDF HAKNOUR), Tchedre Salami (TAMBO FC).

Milieux : Ouro-Gafo Soulémame (GOMIDO), Amekoudi Kokouvi Dodzi (ASCK), Abalo Denis (ASKO), Agbetognon Antoine (ASCK), Tchadenou Faride (ASKO), Visikou Kodjo Richard (ASKO), Bouraima Akondo Hassane (ENTENTE II).

Attaquants : Akoro Bilali



Les locaux en séance

(ASKO), Ouro-Tagba Marouf (ASKO), Koffitse (IFODJE FC), Attisso Daniel (ASKO). Le stage se déroule du 24 septembre au 1er octobre 2024.

Attipoe Edem Kodjo

Eperviers locaux

Polémique autour de l'absence de Bruno Avotor

La Fédération togolaise de football (FTF) a rendu publique, ce 20 septembre 2024, la liste des Éperviers A' convoqués pour un stage. Bruno Avotor, absent sur cette liste concoctée par le sélectionneur Kader Coubadja-Touré, présente des incohérences.



Bruno Avotor

Pour les préparatifs des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (CHAN)

2024, le sélectionneur de l'équipe nationale locale togolaise a fait appel à 26 joueurs évoluant dans

le championnat togolais. L'absence du meilleur buteur de la saison 2023-2024, Bruno Avotor, est une incohérence. Auteur de 22 buts dont 18 en D1 Lonato et 4 en coupe, l'attaquant de l'AS OTR a surclassé le réalisme de tous les attaquants qui figurent sur la liste de Kader.

Il y seulement trois semaines, le gaucher de 22 ans a été appelé par Nibombé Daré pour prendre part aux entraînements avec les Éperviers seniors. Kokou Kloukpo et Denis Abalo, ayant également participé à ces entraînements de Daré, ont été retenus en A', contrairement à Avotor qui n'est d'ailleurs pas blessé et est actuellement au Togo. Cette réalité est une surprise et renforce l'incohérence.

Plusieurs critères entrent en jeu dans la sélection d'un joueur, néanmoins, les performances individuelles des meilleurs dans leur rôle ne doivent pas être

occultées aussi facilement. Les chiffres ne mentent pas, dit-on. Il est possible que le profil du joueur ne convienne pas au sélectionneur. Mais là, il s'agit d'un buteur, dont le travail est de faire trembler les filets pour faire gagner son équipe. Même le "technicien" Pep Guardiola a recruté le "mécanicien" Erling Haaland parce qu'il sait marquer.

Bruno Avotor peut ne pas figurer dans les premiers plans du sélectionneur, mais il doit servir de joker dans l'effectif, car son statut de meilleur buteur lui donne ce crédit. Le meilleur buteur d'un championnat, pressenti en sélection senior, mais absent en sélection locale, peut être appréhendé comme une ingratitude envers sa performance.

A contrario, selon le média csports.info, des raisons expliquent la non convocation du meilleur

buteur du championnat togolais par le sélectionneur Kader Coubadja-Touré. Selon ce média, des sources affirment que le joueur de 22 ans, étant en instance d'un départ pour le championnat algérien, ne pouvait donc pas être sélectionné, puisque que la liste avait été déjà transmise. Entre-temps, le transfert n'a pas pu se faire, précisent nos sources.

L'attaquant de l'AS OTR a fait partie des joueurs convoqués pour le rassemblement de juillet dernier qui n'a pas pu avoir lieu, dit la source, soulignant par ailleurs que la porte de la sélection n'est pas fermée au gaucher buteur. Plusieurs étapes balisent le chemin des préparatifs pour les éliminatoires du CHAN 2024 et l'ex-sociétaire de l'ASKO pourrait prendre part aux prochaines échéances, si les conditions sont réunies.

Attipoe Edem Kodjo

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

www.pia-togo.com

IFFD-OTR

Le Togo honore ses nouveaux cadres des finances publiques

Les auditeurs de la cinquième promotion de l'Institut de formation fiscale et douanière de l'Office togolais des recettes (IFFD-OTR), ont reçu, vendredi 20 septembre dernier à Lomé, leurs diplômes de fin de formation. Une cérémonie solennelle de remise a marqué l'événement, en présence des autorités gouvernementales, fiscales éducatives.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Kanka-Malick Natchaba, le commissaire général de l'OTR, Phillipe

mention assez bien, issus de la promotion Faure Essozimna Gnassingbe V, sont sortis nantis de l'IFFD-OTR.

« Ce moment est non

s'est construit au fil des années comme un modèle d'efficacité et de transparence en matière de collecte des ressources publiques, sous le haut leadership du président de la république, Faure Gnassingbe. Le diplôme que vous (les diplômés,

a animé une communication sur la relation intrinsèque entre la communication, l'éthique professionnelle et le civisme fiscal. « Un professionnel intègre agit de manière honnête et transparente. Le civisme fiscal doit s'inscrire dans une culture citoyenne qui respecte les obligations fiscales. C'est un travail de sensibilisation de longue durée », a dit l'ancien ministre de la Communication.

A l'endroit des nouveaux diplômés, le commissaire général de l'OTR a insisté sur l'intégrité. « Que rien ne vous fasse descendre de votre piédestal. Restez intègre peu importe les situations auxquelles vous faites face. Votre richesse doit être d'abord collective, pour la nation », a exhorté Phillipe Kokou Tchodie.

Les nouveaux cadres des finances publiques sont formés pendant 13 mois dans diverses spécialités, notamment l'impôt, la douane, le management des services fiscaux et douaniers, le trésor, le géomètre topographe. « Franchement, la période des études était

éprouvante. Aujourd'hui je suis très contente pour la récompense », a exprimé Abra Segbala, diplômée en management des services fiscaux et douaniers. Au nom des récipiendaires, Komlan Dalivor, major de la promotion Faure Essozimna Gnassingbe V, a témoigné du respect et de la gratitude aux autorités togolaises et au corps enseignant.

Cette cérémonie a été couplée avec la remise des attestations de 35 cadres venus de 15 pays. Ils sont suivis avec succès la première formation de l'OCDE en matière d'enquête sur la fraude de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Créé le 18 février 2016 portant attributions, l'IFFD-OTR est un établissement d'enseignement supérieur à vocation professionnelle de portée internationale qui forme, non seulement les cadres des régies financières, mais aussi des postulants externes, nationaux et étrangers, désireux de se qualifier dans le domaine des finances publiques. L'Institut a démarré ses activités le 30 septembre 2019.

Attipoe Edem Kodjo



Photo de famille

Kokou Tchodie, et Kpowbié Tchasso Akaya, SG représentant le ministre de l'Économie et des Finances, ont présidé cette remise de diplômes. Au total 120 étudiants auditeurs diplômés dont 40 avec la

seulement significatif pour les récipiendaires, mais il revêt également importance importance capitale pour l'économie de notre pays. L'OTR, qui célèbre cette année son dixième anniversaire,

NDLR) recevez aujourd'hui, est le symbole de votre engagement à servir avec dévouement et excellence », a adressé le ministre Kanka-Malick Natchaba. Lors de la cérémonie, le professeur Kouméalo Anaté

Relation sino-togolaise

La Chine réalisera 300 forages dans la région des Plateaux

La région des Plateaux bénéficiera de 300 forages grâce au « Projet d'hydraulique villageoise au Togo » de la Chine. Fruit de la coopération sino-togolaise, les contours du projet ont été rendus publics, le 19 septembre 2024 à l'ambassade de la Chine au Togo. C'était lors d'une rencontre de presse présidée par l'ambassadeur Chao Weidong.

Il s'agit de construire 300 puits dans la région des Plateaux et de les équiper de pompes manuelles. Les puits sont répartis dans 12 préfectures et 285 villages, couvrant 173 973 personnes. Le projet démarrera d'ici le 30 décembre 2024 pour une durée de 2 ans.

« Le Projet d'hydraulique villageoise du Togo est une action importante entre la Chine et le Togo pour mettre en œuvre les résultats du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) de 2024 et un projet important pour améliorer les moyens de subsistance des populations entre les gouvernements de la Chine et du Togo par le biais de consultations amicales. Il

s'agit de 300 puits réussis », a expliqué Chao Weidong, ambassadeur de la Chine au Togo.

Selon les résultats de l'enquête, le taux de puits réussis dans la zone est d'environ 70% et le taux de puits asséchés est élevé. L'étude observe que les strates dans cette zone sont le mica, les strates de quartzite, le gneiss et le mica du Dahomey, la roche mixte du Dahomey et le gneiss. « Le projet couvre une grande zone de construction avec des points de forage dispersés, ce qui rend la coordination des travaux difficile. Nous allons relever ces défis en planifiant à l'avance et en prenant des mesures minutieuses pour assurer le bon déroulement du projet », ont expliqué les ingénieurs de l'entreprise chinoise Zhongmei engineering Ltd., groupe technique de construction

du projet.

Arrivée au Togo depuis le mois d'août dernier, une équipe d'enquête de ladite entreprise a mené dans la région des Plateaux des études hydrographiques en vue de s'assurer de la bonne

forage, la situation de l'approvisionnement en eau dans la région des Plateaux, la profondeur des puits d'eau existants, les conditions géotechniques, et les conditions de construction de ce projet »,

de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural, « ce projet vient contribuer à l'atteinte des objectifs du gouvernement togolais en matière de desserte en eau potable, dont le taux de desserte en eau potable est



Chao Weidong (au milieu)

réalisation de ce projet. « Elle a ainsi examiné les conditions géologiques et hydrogéologiques des zones prévues pour le

ont détaillé les ingénieurs.

Pour Konlani Dindioque, directeur de cabinet du ministère de l'Agriculture,

95% d'ici à 2025 ».

Le premier forage est prévu avant la fin de cette année 2024.

Attipoe Edem Kodjo



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

N°013/2024/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2209/2024 du 05 Septembre 2024, il sera procédé à la **vente aux enchères publiques de vingt et un (21) véhicules** usagés de différentes marques sur les terre-pleins du Port Autonome de Lomé.

La vente aura lieu le lundi 23 septembre 2024 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants sur les terre-pleins du Port Autonome de Lomé.

CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA VENTE

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la section du contentieux de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude du Me Josoué BACCO, Commissaire-Priseur, sis à Batomé, Tél : 90 35 99 49/ 98 43 24 90, Lomé-TOGO

Fait à Lomé, le 17 septembre 2024

Philippe Koton B. TCHODIE

Le Commissaire Général p. i.